

LesEchos.fr

La vulnérabilité énergétique concerne 20 % des Français

JULIE DEVRAN / AUDITRICE ÉNERGÉTIQUE | LE 07/04 À 09:28



La vulnérabilité énergétique concerne 20 % des Français

Selon une étude de l'Insee, 5,9 millions de foyers doivent faire face à un contexte de vulnérabilité énergétique. Les professionnels du secteur attendent beaucoup de la rénovation thermique et de la big data.

Lire aussi :

- > **La précarité énergétique en Europe**
- > **Un chèque énergie pour les plus démunis**

Près de 5,9 millions de ménages, soit 20% de la population française, sont concernés par la vulnérabilité énergétique en France, selon une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), **reprise dans les colonnes du « Figaro »**. Ces foyers consacrent plus de 8 % de leurs revenus pour le chauffage et l'eau chaude, et plus de 4,5 % pour leurs déplacements.

Le résultat de l'étude de l'Insee, rendu public début janvier, est alarmant. « *Certains ménages se trouvent face à un choix difficile : renoncer à d'autres dépenses pour se chauffer correctement ou se déplacer ou, au contraire, se résigner à avoir froid ou à se déplacer moins* », explique ainsi l'Insee.

11 millions de Français en situation de précarité énergétique

Notion voisine, la précarité énergétique concerne plus de 11 millions de personnes, soit un sixième de la population française, selon l'Observatoire national de la précarité énergétique (**ONPE**). Autant de personnes qui consacrent plus de 10 % de leurs revenus à leurs dépenses en énergie au sein de leur foyer. Pour les foyers les plus pauvres, la situation est particulièrement injuste.

Ces derniers doivent consacrer à l'énergie une part importante de leur budget tout en vivant dans des logements qui ont plus de chances d'être vétustes et avec des équipements de chauffage et de production d'eau anciens et donc moins efficaces.

Le **Réseau des acteurs de la pauvreté et de la précarité énergétique dans le logement** (RAPPEL) recense la liste intimidante des conséquences pour les ménages concernés. Sur le plan économique, la part de leur budget dédiée à l'éducation ou l'alimentation est touchée, tandis que le niveau d'endettement est susceptible de s'accroître.

Les conditions sont naturellement dégradées pour les personnes vivant dans des logements insalubres soumis à l'humidité et/ou au froid. Enfin des conséquences environnementales sont également induites par la précarité énergétique, avec le gaspillage d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

Rénovation thermique et big data

Même face à ce constat aussi préoccupant qu'accablant, il existe « *des possibilités de riposte pour sortir de cette spirale et, avant tout, éviter d'y rentrer* », estime Dimitri Molle, fondateur de Sénova interrogé par **le Figaro**. À cet égard, l'une des principales pistes est la rénovation thermique des bâtiments visant à améliorer leur efficacité énergétique. La loi sur la transition énergétique élaborée par le gouvernement va d'ailleurs dans le bon sens.

Comme le rappelle Dimitri Molle, « *quand on ravale une façade ou en cas d'intervention sur les toitures, on [doit] impérativement procéder à des travaux d'isolation* ». Mais pour que ces mesures soient véritablement appliquées, l'État devra proposer des aides fiscales aux ménages afin de les soutenir dans ces opérations souvent très coûteuses. Un diagnostic partagé par Bruno Léchevin, président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : « *pour les ménages aux ressources modestes, le principe de la subvention publique est incontournable, leur capacité contributive étant très limitée, voire inexistante* ».

D'autre part, le déploiement des compteurs intelligents dans l'ensemble des foyers français doit également permettre de réduire la précarité énergétique. Selon **Alain Chardon et Marie Molinier**, respectivement directeur et manager chez Capgemini, « *le triple croisement des données de Linky, Gazpar et d'autres bases de données grâce à des technologies de Big data analytics* » va avoir un impact significatif.

La mise à contribution des opérateurs ERDF pour Linky et GRDF pour Gazpar permettra en effet de regrouper « *l'ensemble des indices de consommation énergétique [permettant] de mieux connaître le phénomène de précarité énergétique [de] le cartographier [de] définir des réponses adaptées et des offres personnalisées* ». Il n'y a en effet plus de temps à perdre pour enrayer un phénomène qui s'aggrave et qui comporte de graves risques pour la cohésion sociale.

Julie Devran est auditrice énergétique ●

@Juliedevran